



Un monument à la droite canadienne

Stephen Harper veut redessiner la mémoire de la Seconde Guerre mondiale avec son «monument aux victimes du communisme»

Par [Prof. Yakov M. Rabkin](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2015

[Le Devoir, Libre de penser](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Le gouvernement Harper a décidé de laisser une trace physique dans la capitale nationale : un « monument aux victimes du communisme ». La construction massive en béton armé doit être érigée tout près de la Cour suprême au lieu d'un édifice qui devait accueillir des instances judiciaires fédérales. Des irrégularités et le gaspillage autour de cette initiative ont déjà fait l'objet d'analyses et de critiques. On a souligné également le caractère partisan de ce projet qui doit bénéficier le parti de M. Harper auprès des communautés ethniques provenant de l'Europe de l'Est. Mais ce projet soulève une question plus profonde que la politiciannerie cynique — celle de la mémoire collective que M. Harper veut façonner selon son idéologie. Ce projet fait partie de la transformation radicale de la société canadienne que son gouvernement mène avec une cohérence idéologique sans pareil d'année en année.

Le nom même du monument à venir est emprunté au vocabulaire de la guerre froide. Dans tous les pays socialistes, le communisme restait une vision, un objectif, un avenir à bâtir plutôt qu'une réalité déjà établie. Aucun gouvernement, ni à Moscou, ni à Pékin, ni à Budapest n'a proclamé la victoire du communisme. Néanmoins, parmi les militants occidentaux de la guerre froide, ce terme était devenu un mot d'opprobre courant. Reprendre ces termes vingt-cinq ans après la fin de la guerre froide n'est pas innocent et fait partie de la rhétorique belliqueuse et manichéenne du gouvernement Harper en matière de politique internationale.

Collabos et patriotes

Il faut rappeler qu'avant et durant la Seconde Guerre, l'Europe comptait plusieurs régimes fascistes, tous fondés sur l'idée de la suprématie d'une ethnie, d'une race ou d'une nation. Naturellement, ces régimes collaboraient avec les nazis dans les massacres et autres exactions. Or de nos jours, dans plusieurs pays anciennement socialistes, notamment en Ukraine et dans les pays baltes, on érige des monuments à ces collaborationnistes, voire honore ceux qui ont servi dans des unités SS. Afin de pouvoir le justifier, il est impérieux de présenter ces collabos des nazis comme des patriotes qui luttèrent contre « le communisme ».

D'où le besoin idéologique d'établir une équivalence morale entre le socialisme soviétique et le nazisme allemand. En Estonie, par exemple, j'ai visité un « musée des occupations » dans lequel on met sur le même plan quatre ans de l'occupation militaire nazie et presque six décennies au sein de l'Union soviétique. L'Estonie, où les collaborateurs locaux des nazis

avaient exterminé pratiquement tous les juifs, faisant de leur pays un des premiers à mériter auprès des autorités nazies le titre *jüdenrein*(nettoyé des juifs), y apparaît comme une victime plutôt innocente. On en sort avec l'impression qu'il n'y a guère de différence entre le régime hitlérien et l'armée soviétique qui l'a détruit.

Les Russes et les Chinois ?

À la différence de la chancelière allemande et du président chinois, notre premier ministre a dédaigné la commémoration du 70e anniversaire de la victoire à Moscou en incarnant l'effort conscient d'effacer dans notre mémoire collective le rôle décisif de l'armée soviétique qui luttait durant trois ans toute seule contre l'envahisseur nazi. En même temps, M. Harper est parmi les plus fervents partisans des nationalismes ethniques, souvent antirusse, qui ont réapparu en Europe de l'Est depuis le démantèlement de l'Union soviétique. C'est à l'actuel ministre de la Défense Jason Kenney, un des proches de M. Harper, qu'appartient l'idée de ce monument. Il vient de visiter l'Ukraine, où il a encouragé une confrontation militaire avec la Russie.

Curieusement, aucun représentant de la communauté chinoise ni de la communauté russe au Canada ne fait partie du groupe *Tribute to Liberty*, qui est derrière ce projet. Pourtant, la population de ces deux grands pays compte bien plus de « victimes du communisme » que l'on en trouve dans tous les pays de l'Europe de l'Est. Des centaines de milliers de Chinois et de Russes ont quitté leur pays natal pour le Canada, dont l'auteur de cet article.

Et les victimes du capitalisme ?

À Ottawa, il n'y a pas de monument aux victimes ni des régimes fascistes en Europe, ni du régime nazi en Allemagne. Il n'y a pas de monument aux victimes du colonialisme, y compris du traitement abject des Premières nations que la commission officielle a récemment qualifié de « *génocide culturel* ». Le Canada n'a pas de monument aux victimes des guerres coloniales, dont celle en Afrique du Sud à la fin du XIXe siècle, où les troupes de l'Empire britannique ont introduit une innovation qui s'est vite propagée ailleurs : les camps de concentration (j'en ai vu l'emplacement il y a quelques années). Les victimes de la discrimination ouverte et systématique contre les Asiatiques au Canada mériteraient également un monument à Ottawa. De plus, Elizabeth May du Parti vert a suggéré d'ériger un monument aux victimes du capitalisme aux quatre coins du monde (esclavage, colonisation, exploitation, etc.), que certains estiment à un milliard de personnes.

Vu l'engagement idéologique du Parti conservateur, c'est le monument aux « victimes du communisme » et non à celles du capitalisme qui sera érigé à Ottawa. En essayant d'effacer le rôle de l'Union soviétique dans la lutte contre le nazisme, il cherche à façonner la nouvelle mémoire collective de la Seconde Guerre, tout en renforçant le ressentiment antirusse. Quant aux menaces contre la Russie, M. Harper est le chef de gouvernement occidental le plus belliqueux. Il tente aussi de discréditer toute solution de gauche au néolibéralisme triomphant. Idéologue de droite tant acharné que patient, il se sert politiquement de ce projet de monument que beaucoup de Canadiens n'approuvent pas (88 % des répondants sur le site de la CBC se sont prononcés contre). Aux dernières nouvelles, l'Institut royal d'architecture du Canada, Patrimoine Ottawa et deux architectes indépendants se sont adressés aux tribunaux afin d'arrêter le projet. La démocratie saura-t-elle vaincre l'engagement idéologique de M. Harper ?

Yakov Rabkin

Yakov Rabkin : Professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Son plus récent ouvrage, «Comprendre l'État d'Israël», est paru aux éditions Écosociété

La source originale de cet article est [Le Devoir, Libre de penser](#)
Copyright © [Prof. Yakov M. Rabkin](#), [Le Devoir, Libre de penser](#), 2015

Articles Par : **[Prof. Yakov M. Rabkin](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca